MACRON DEMISSION ! Voila l'exigence répétée le 1er décembre…

… Des champs Elysées à Paris aux villes et aux campagnes de France

lundi 3 décembre 2018, par Jacques COTTA

La mobilisation des gilets jaunes samedi 1er décembre marque un tournant dans la situation politique du pays. Avec persévérance, voire obstination, sur tout le territoire national, des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, salariés, retraités ou jeunes se sont rassemblés, ont tenu les barrages, occupé les rond-points, ont manifesté. Comme les samedis et les semaines précédentes, c'est la France du NON au référendum de 2005, la France opposée à Maastricht en 1992, qui relève la tête et fait entendre sa voix. Comme il avait déjà tenté de le faire la semaine précédente, le gouvernement a voulu réduire ces mobilisations à des affrontements qui ont eu lieu entre manifestants et forces de police à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, Nantes, Saint-Nazaire, Strasbourg… C'est ne rien comprendre, ou plus exactement ne rien sembler comprendre.

Ces affrontements bien réels ont émaillé toute la journée du samedi. Ils expriment une colère grandissante qui confine à la rage contre le gouvernement qui refuse de reconnaitre l'existence de millions et millions de français qui n'en peuvent plus, et qui pour seule réponse affiche orgueil, morgue, mépris, à l'image du Président de la République qui bat tous les records de détestation.

Le pourrissement que joue le pouvoir, dans sa surdité à la France réelle, est la principale source de violence qui met en lumière l'incapacité et la responsabilité directe du ministre de l'intérieur pour les troubles connus notamment dans la capitale.

De son QG d'où les rues de paris sont observables par caméras interposées, il annonçait la présence de 5000 policiers sur le terrain, soit selon ses propres chiffres 1 policier par manifestant. Et ses propres troupes auraient été débordées ? Castaner incompétent, menteur ou les deux à la fois ?
L'arc de triomphe dévasté… Mais comment le ministre a t'il pu décider de laisser ouvert le monument situé au centre de la manifestation ? Provocation, recherche « d'images fortes » destinées aux chaines « d'info en continu » pour enrayer la lame de fond qui peut tout emporter ?

Qu'il s'agisse d'incompétence, d'erreurs, de volonté délibérée, le ministre de l'intérieur est responsable politique de la situation sur le terrain et devrait être démissionné de ses fonctions.

La crise politique qui a franchi un pas supplémentaire et qui approche du point de rupture s'est illustrée dans la visite de Macron avenue Kleber ce 2 décembre, au lendemain des manifestations.
Comme en 1968, le général De Gaulle entrant de l'étranger et s'exclamant à la vue des arbres coupés par « les katangais de la Sorbonne » boulevard Saint Germain, « même les allemands n'avaient pas laissé Paris dans cet état », voila Macron devant les devantures des restaurants dont les vitrines ont été brisées et devant quelques véhicules calcinés, jouant mal, l'air faussement stupéfait et horrifié. Cette répétition comme souvent dans l'histoire se termine en farce. Macron se retrouve hué, sifflé, pris à partie là où il pensait qu'il serait accueilli en sauveur… Le roitelet se trouve rejeté de tous côtés. De la France réelle, de la France profonde, de la France des gilets jaunes, mais aussi des « beaux quartiers » dont il s'avère incapable d'assurer la sécurité, là où quelques habitants apeurés l'invectivent tout en applaudissant les policiers qui l'entourent, comme les bourgeois de 1848 acclamaient l'armée bonapartiste contre les ouvriers.

Le pouvoir est de plus en plus acculé. Macron a annoncé qu'il ne céderait rien. Dans ce contexte, deux possibilités se présentent :
Trouver dans les formations politiques et les organisations syndicales des interlocuteurs qui lui

permettraient une issue honorable par un recul de la rue. Tel est l'objectif d'une « grande concertation » dont nul ne peut d'ailleurs dire quel serait le sujet concerté…
se donner les moyens de sa politique à travers l'instauration de tous les outils autoritaires possibles, la réactivation de l'état d'urgence mis en place par François Hollande et Manuel Valls hier, officiellement pour combattre le terrorisme, dans les faits pour affronter le peuple français si nécessaire et faire passer les mesures anti sociales dictées pour l'essentiel par l'UE.

Toutes ces mesures souffrent de temps. Le gouvernement tétanisé est acculé. Sur les barrages, dans les villes et les campagnes, une situation insurrectionnelle s'installe, avec une détermination à la hauteur des revendications qui émergent. Le gasoil, motif initial de la fronde, est aujourd'hui supplanté par la vie chère, les salaires, le travail, les retraites, les services publics… Les modes de délibération et de décision font paraitre un exercice de la démocratie qui voit le peuple se prendre en charge de façon imaginative, responsable, subversive pour un système bloqué, aveugle, destiné à servir les intérêts du capital financier. Contre l'oligarchie qui veut imposer sa loi pour la défense de ses intérêts, la démocratie du mouvement fait face, résiste, se renforce.

C'est aujourd'hui une réponse politique qu'exigent la situation et le peuple mobilisé. Macron jouit de conseils qui convergent. Luc Ferry, Marine Le Pen, mais aussi Jean Luc Mélenchon demeurant dans le cadre institutionnel préconisent une dissolution de l'Assemblée Nationale. Mais ce qui est en cause dépasse de très loin de nouvelles élections législatives, une nouvelle majorité, une cohabitation sans doute avec un nouvel hémicycle. Ce qui se joue ne peut se limiter au cadre profondément anti démocratique de la 5ème république qui garantit la présence contre vents et marées et surtout contre le peuple du président Bonaparte. Ce qui est en cause, comme l'indique fort justement François Ruffin, c'est Macron lui-même. « Macron démission », mot d'ordre spontanément scandé dans toute la France, voila l'exigence ! Le peuple veut le départ du monarque sachant que là est la clé de voute d'une politique rejetée, et non une nouvelle assemblée dont tout le monde sait -les partisans d'une 6ème république en tête- qu'elle n'est en réalité dans le cadre de nos institutions qu'une chambre d'enregistrement.

Tele est la voie empruntée par le peuple français. Elle passe par l'exigence de voir satisfaites les revendications concernant taxes et pouvoir d'achat. Elle passe par les cahiers de doléances qui commencent à émerger des rassemblements, barrages, rond-points, carrefours occupés. Elle passe par la constitution d'une assemblée des gilets jaunes qui pourraient ainsi renforcer le mouvement engagé et contraindre le Président à se soumettre, ou se démettre.